

p.B.75.63(1) - CD/LM

Berne, le 28 août 1989

Conférence régionale des Ambassadeurs
Mexico, 6 - 9 octobre 1989

LA DEMOCRATISATION EN AMERIQUE LATINE

L'inscription à l'ordre du jour de cette problématique considérable, dans sa complexité intrinsèque, comme dans son cheminement, nécessite d'emblée qu'on la relativise. Certes, les progrès étonnants, à l'échelle continentale de l'Amérique latine, de certaines pratiques démocratiques essentielles (élections libres, floraison des partis politiques, nouvelle liberté de la presse notamment) ne peuvent que rencontrer approbation et encouragement. Toutefois, ces développements sont très récents, peu ou pas consolidés et parfois seulement embryonnaires. Le phénomène est en marche, l'opinion s'engage en sa faveur, mais l'idée démocratique est à la recherche d'une tradition.

Or, il ne peut guère être fait état de cette question fondamentale en vase clos: le Nouveau monde dans son ensemble est, par définition, largement devenu le fruit d'apports extérieurs, laboratoire à son corps défendant parfois pour de nouvelles sociétés et de nouveaux peuples. Que ce soit l'Amérique du Nord anglo-saxonne ou l'"Extrême-occident" latino-américain, comme le nomme si bien Alain Rouquié, on y trouve aussi bien un miroir des failles de la civilisation occidentale que de ses espoirs. Il apparaît dès lors pertinent de situer la genèse et les avatars des processus conduisant à la situation actuelle dans leur contexte hémisphérique global. En effet, la rupture imparfaite du cordon ombilical ibérique a suscité une vocation paternaliste de substitution de la part des Etats-Unis, dont les traces continuent d'être perçues à ce jour. A tel point que l'on ne saurait omettre d'associer notre mission à Washington à nos travaux.

1. Origines historiques et fondements du processus

1.1 De la démocratie dans les Amériques

J'avoue que dans l'Amérique j'ai vu plus que l'Amérique; j'y ai cherché une image de la démocratie elle-même.

*(Alexis de Tocqueville,
De la démocratie en Amérique)*

Il est impossible que les puissances alliées puissent étendre leur système politique à une quelconque partie du Continent (américain) sans mettre en danger notre paix et notre bonheur; personne ne saurait non plus croire que nos frères du Sud, s'ils étaient laissés à eux-mêmes, l'adopteraient de leur plein gré. Il est par conséquent tout aussi impossible que nous considérions une telle interférence, sous quelque forme que ce soit, avec indifférence.

(Doctrine Monroe, 1823)

... les Etats-Unis qui sont omnipotents et terribles, et qui au nom de la liberté finiront par nous affliger de toutes les misères.

(Propos attribués à Simon Bolivar, 1830)

Au-delà du paradoxe et de la tentation philosophique que peut inspirer le vigoureux plaidoyer de Tocqueville, il reste néanmoins que "démocratie" et "Amérique" sont des vocables que l'inconscient autant que l'histoire ont rendu inséparables. Si les Américains (du Nord) s'identifient par excellence à l'idée démocratique, ils s'identifient simultanément au continent tout entier dont ils s'attribuent le patronyme. De cette équation, sans doute abusive, dérivent bien des contradictions. Car s'il est vrai que les "Pères fondateurs" qui firent des Treize colonies ce que sont devenus les Etats-Unis et que la pensée politique des Madison, Jefferson et autres Thomas Paine s'est concrétisée dans une action politique qui perdure encore, cette harmonie singulière de la philosophie et de la politique n'est pas le fait de tout l'hémisphère.

L'Amérique latine, expression devenue géopolitique, mais aussi culturelle, sociale et économique, dont il faut bien se

satisfaire, a du se contenter de rester une idée romantique, une ébauche de civilisation. Elle se trouve ainsi partagée entre l'admiration pour la réussite du Nord, qui s'est forgé un concept républicain au sens propre, une identité fédéraliste originale et une prospérité économique sans précédent, et le dépit devant la domination souvent physique (dans l'arrière-cour des Etats-Unis), matérielle et incontestablement psychologique exercée progressivement par Washington depuis la proclamation de Monroe en 1823.

Cette relation d'amour et de haine entre les deux parties de l'hémisphère remonte très loin: l'impact de la Révolution américaine et de ses héros s'est fait sentir directement sur les événements subséquents de Paris et ailleurs et sont suffisamment documenté pour n'y pas revenir. Ce qui est tout aussi remarquable c'est que les influences qui ont inspiré les révolutionnaires latino-américains sont sorties des salons de Paris et que les enseignements qu'a tiré un homme tel que Bolivar sont donc marqués au sceau du centralisme et du bonapartisme, soit par une vision de l'histoire fondamentalement différente de celle émanant de la Révolution américaine et des débats constitutionnels de Philadelphie. Ainsi donc le bouillon de culture produit par les Pères fondateurs n'est arrivé dans l'Empire espagnol déliquescant qu'une fois décanté par les filtres du vieux continent. C'est là la première mais aussi la plus significative des contradictions entre le Nord et le Sud de l'Amérique.

1.2 Indépendances: liberté sans égalité

Les expéditions audacieuses, tenaces puis victorieuses de Simon Bolivar et de ses compagnons d'armes libèrent effectivement l'Amérique hispanique de la domination espagnole. Mais l'idéal d'unité dont rêve le "Libertador" ne lui survit pas et ce sont bien d'indépendances au pluriel qu'il faut dès lors parler. Quant à l'établissement d'un système politique pluraliste et représentatif, il ne passe pas la rampe des antagonismes nationaux nouvellement éclos, qui fixent d'autres priorités à des castes politiques préoccupées par leur propre perpétuation. C'est ainsi

que dans toutes les nouvelles républiques au Sud du Rio Bravo, les oligarchies, avec ou sans l'appui et la complicité des armes, monopolisent l'exercice du pouvoir, prolongeant mais en nom propre le paternalisme autoritaire de leurs ancêtres hispaniques. La "Res publica" n'aura ainsi plus qu'un nom vide de sens, jusqu'à ce qu'un nouveau type de domination vienne mettre en danger les privilèges de ceux gouvernant en son nom.

En effet, le débat sur la démocratie, qui n'était d'ailleurs pas au centre des préoccupations du mouvement révolutionnaire, ne retrouvera d'actualité curieusement qu'après que les Etats-Unis, dont ce principe était le crédo, affirment sans ambages leurs visées hégémoniques sur l'ensemble du continent. La deuxième contradiction de l'histoire latino-américaine réside donc dans cette équation manquée: révolution et indépendance, mais statu quo socio-politique et maintien des structures de domination interne. La réussite contre la puissance coloniale est donc marqué simultanément par un échec contre les effets internes du colonialisme. Les peuples changent de maître, mais les nouveaux maîtres continuent de dominer leur peuple.

1.3 Souveraineté et dépendance

Souverains dès le premier quart du XIXème siècle, les Etats latino-américains ont du très tôt aussi prendre la mesure des limites de leur souveraineté. Aussi longtemps que la lointaine Angleterre tenait les clés de la prospérité économique du continent, l'interférence avec les intérêts politiques locaux restait supportable. A partir de 1898 et de la liquidation des derniers lambeaux de l'empire espagnol au profit des Etats-Unis, la présence rapprochée de la nouvelle grande puissance économique et ses visées stratégique-économiques devenait carrément inquiétants. Les manoeuvres qui ont présidé à la création de Panama, les interventions armées dans le bassin caraïbe, coïncidaient souvent avec les intérêts des dirigeants et caciques locaux, au point de la complicité, mais introduisaient en même temps des éléments propres à réveiller l'orgueil national et à donner une

nouvelle conscience aux victimes d'une double exploitation (de classe et de nation), que ce soit celles des travailleurs industriels ou des paysans dépossédés de monocultures exportatrices. Le cas du Mexique est exemplaire. Ce n'est pas un hasard si ce pays se trouvera être le premier à réaliser une révolution libératrice (sinon démocratique), lui qui plus que n'importe quel autre Etat latino-américain a du souffrir les interférences d'un voisinage ingrat et lourd à assumer.

Ainsi, et c'est là la troisième contradiction fondamentale, les nations que la démocratie avait oubliées commencent à en faire l'apprentissage alors que le grand voisin démocratique du Nord fait, lui, l'expérience de l'impérialisme à leurs dépens. Les facteurs endogènes propres aux différents Etats latino-américains sont bien sûr aussi présents, mais le facteur catalytique est exogène et se dessine entre la prise de Cuba (1898) et le retrait des intérêts britanniques (1918): l'affirmation des Etats-Unis comme puissance continentale et potentiellement mondiale.

Une fois leur suprématie établie dans les faits économiques et politiques, au lendemain de la première guerre mondiale, les Etats-Unis avaient réalisé le projet philosophique esquissé dans la doctrine de Monroe. Avec le bénéfice du recul historique, on constate combien il a été fait un usage abusif du prétexte démocratique lorsque les intérêts nord-américains se trouvaient remis en cause. Les interventions directes des "marines" (Mexique, Nicaragua, Cuba, El Salvador, Haïti, Saint-Domingue), le financement, l'entraînement ou l'inspiration de forces contre-révolutionnaires (Guatemala, Cuba, Nicaragua) ou la subversion par des formes plus subtiles (Brésil, Uruguay, Chili), sans être des moyens nouveaux sous le soleil dans les mains d'une grande puissance, avaient la particularité d'être justifiés par des critères moraux ayant pour nom liberté et démocratie. Inversément, le soutien matériel et moral à toutes sortes de régimes autoritaires, crûment personnalisés (Batista, Trujillo, Somoza) et très souvent militaires (Brésil, Chili, Guatemala, Honduras), mais sans aucune prétention ni façade démocratique, ne

paraissait guère contradictoire pour les "policy makers" de Washington.

Si ces politiques ont été partiellement réévaluées dès la deuxième moitié des années 70, elles expliquent toutefois dans une large mesure pourquoi la "démocratie" ne s'est pas fait un nom très respectable en Amérique latine, dans le sillage des priorités données à l'expansion et à la préservation d'intérêts stratégiques et économiques. Les quelques oasis qui purent prospérer et développer des institutions représentatives durant une partie de ce long demi-siècle de "Pax norteamericana" (Uruguay et Chili notamment), démontrèrent la capacité intrinsèque des peuples du continent de se gouverner de façon autonome et selon des normes conformes à leurs intérêts. Elles finirent néanmoins par s'effondrer sous les coups combinés de la complaisance devant une certaine réussite, de l'atmosphère peu propice d'une époque et d'interférences extérieures néfastes.

1.4 La vague démocratique des années 70-80: une décennie d'espoirs et d'incertitudes

Depuis l'élection d'un président au suffrage universel "dans les règles" en Equateur en 1979, ce ne sont pas moins de dix pays d'Amérique latine qui ont suivi le chemin du vote populaire, le dernier en date étant le Paraguay il y a quelques mois. Ces dix Etats venaient s'ajouter ainsi au Mexique, à la Colombie, au Venezuela, au Costa Rica, à la Jamaïque et à la République Dominicaine qui élisaient tous déjà leur président par des procédures s'inspirant plus ou moins fidèlement de la démocratie. Dans cette même période le Nicaragua procédait à un scrutin comparable, quoique faussé par les enjeux du conflit l'opposant aux Etats-Unis. Ceci ne laissait dès lors plus guère comme zones d'ombre que le Chili, le Panama, le Suriname, la Guyane, Cuba et Haïti où l'exercice des droits civiques reste aléatoire ou carrément illusoire.

- 7 -

Cependant la statistique montre tout sauf l'essentiel, selon l'adage, et dans le cas de la pratique démocratique cela peut-être encore plus cruellement vrai. Sinon quelle leçon faut-il retirer des dernières élections mexicaines, du curieux verdict des urnes boliviennes, sans compter que l'effet de paravent de l'exercice formel des droits civiques dans des pays tourmentés comme le Guatemala, le Salvador ou la Colombie, cache des réalités qui ont peu à voir avec la pratique démocratique.

Il s'agit donc de tenter un exercice de discrimination entre les formes et le contenu, entre les apparences et le vécu, bref de voir à la fois combien de chemin a été parcouru depuis que Jaime Roldos a ceint l'écharpe présidentielle à Quito en juillet 79 et combien il reste encore à faire. Surtout il convient de déterminer aussi bien parmi les critères qui ont permis que l'on parle et fasse de la démocratie, que parmi ceux qui menacent son affermissement, quels sont ceux qui méritent une attention, voire une action, de la part de ceux qui continuent à croire que la démocratie est le plus mauvais de tous les systèmes, à l'exception de tous les autres.

2. Problématique et avenir de la démocratie

2.1 Vers la résolution des contradictions ?

Vous avez eu quatre-cents ans de développement ininterrompu dans le cadre des structures capitalistes. Nous avons eu quatre-cents ans de sous-développement dans une structure féodale... Vous devez comprendre qu'il n'existe qu'une porte de sortie pour les latino-américains - détruire d'un coup ces structures.

*(Carlos Fuentes,
"Discours aux citoyens des Etats-Unis")*

Il nous faut réanimer une fois encore notre Révolution américaine, afin qu'elle guide partout la lutte des individus - non par l'impérialisme de la force ou de la peur - mais par la puissance du courage, de la liberté, de l'espoir dans l'avenir de l'homme.

*(John F. Kennedy,
Alliance pour le progrès, 1961)*

Dès lors, on pourrait tenter de résumer synthétiquement le "pourquoi" et le "comment" de l'arrivée tardive de l'idée démocratique en Amérique latine par une quatrième contradiction: terre de révolutions, de révoltes, de pronunciamientos et de golpes jusqu'à la satiété du cliché, l'Amérique latine, qui a tout essayé, vit sa plus grande révolution, celle de l'espérance démocratique.

De nombreux facteurs positifs sont ainsi venus graduellement renforcer les atouts de la démocratie. On se doit de mentionner le rôle nouveau joué par l'Eglise, son engagement en faveur des plus démunis, cela notamment par l'émergence de la théologie de la libération au Brésil et au Pérou; la conscientisation des déshérités qui les amène à penser que le "Royaume" est aussi de ce monde s'est révélé être une force mobilisatrice très efficace. Tout aussi significative est la prise de conscience de la force collective des simples citoyens osant réclamer ou proclamer leurs droits (depuis les mères de la Plaza de Mayo, aux foules de la place des Trois pouvoirs, en passant par les grèves du Chili). Enfin, relevons l'impact considérable de la nouvelle politique

des Etats-Unis en faveur des Droits de l'homme de l'administration Carter ou encore le Traité sur le Canal de Panama. Simultanément, l'échec des politiques dirigistes, les schémas du "développementalisme", les abus du paternalisme et le réductionnisme populiste, ont disqualifié les tentatives et les tentations qui restaient à la tangente de la démocratie. Enfin, les effets pernicioeux des recettes draconiennes préconisées par le FMI et la Banque Mondiale ont eux aussi contribué a redonner une actualité nouvelle à un système représentatif qui responsabilise gouvernements et citoyens.

Le défi que le Continent doit donc relever, consiste à démontrer par conséquent que la démocratie permet de changer le quotidien, de façonner l'avenir, bref d'obtenir ce que tous les autres systèmes n'ont réussi qu'à faire miroiter.

2.2 L'avenir de la démocratie en Amérique latine:

"Vade mecum" pour un jeu de l'oie

Première constatation: des élections libres, au suffrage universel, sont une des conditions nécessaires à l'établissement d'un processus de démocratisation. Or, ce qui pour nous est une évidence, constitue en fait une route semée d'obstacles formidables dans les contextes qui nous occupent. Même là où l'application de la déontologie de base de l'exercice des droits civiques est satisfaite, l'affrontement quotidien du citoyen avec la réalité au-delà des consultations électorales reste désespérant. Condition nécessaire certes, surtout au vu de longues pratiques abusives de la vox populi, mais condition combien insuffisante.

La démocratisation est donc tributaire du dépassement des critères formels (élections libres, droits civiques) et doit pouvoir s'ancrer dans le tissu même de la société. Voilà la tâche de l'éducation et du libre accès à la formation. Illitch au Mexique ou Freyre au Brésil l'ont bien montré: la démocratisation du savoir est la clé du savoir de la démocratie. C'est également

vrai de la problématique de l'environnement, car seule une population responsabilisée est à même de saisir l'enjeu des dévastations commises sur le continent. L'information indispensable à la recherche de solutions dans ce domaine ne passera et ne sera effective que si les structures socio-politiques sont suffisamment ouvertes.

La démocratisation a trop souvent été prise au piège de ses succès sectoriels. Ainsi le Chili longtemps exemplaire dans ses habitudes civiques, n'a pas su d'abord ni pu ensuite étendre ces pratiques à l'économique et au social, avec les conséquences tragiques que l'on sait. C'était aussi le dilemme de l'Uruguay, cette "Suisse de l'Amérique latine", lorsqu'il sombra dans la dictature. Le Pérou, lui ouvre les écoles à tous (sous la dictature militaire), mais néglige le marché du travail, préparant ainsi le terrain à une jeunesse frustrée et au Sentier lumineux... Approfondissement et élargissement simultanés doivent dès lors être assurés pour que le puzzle démocratique ne reste pas une énigme sans solution.

Un des arguments fréquemment utilisés pour démontrer la vacuité du système démocratique serait son inaptitude à changer les conditions de base de l'injustice sociale dont pâtit la grande majorité des latino-américains. Cet état de choses rappelle dans quelle mesure l'exercice du pouvoir politique est limité, voire conditionné, par les réalités socio-économiques: échecs successifs des réformes agraires, contrôle et exploitation des ressources naturelles, autant d'épisodes tragiques et désespérants de l'histoire politique de l'Amérique latine. Coups d'Etat contre des régimes démocratiquement élus (Guatemala 1956, Saint Domingue 1965, Pérou 1968, Chili 1973, Bolivie 1980), guerres et conflits frontaliers (l'un des derniers en date entre le Pérou et l'Equateur en 1981), bref la continuation de l'exercice du pouvoir par d'autres moyens, une sorte de manuel de Clausewitz à usage de la politique interne.

D'où la tentation qui découle de ces faits d'entrevoir une incompatibilité entre la démocratie et la pauvreté, comme si la liberté était un luxe des riches. L'éruption d'émeutes de la faim dans des systèmes aussi bien rôdés que le Venezuela, tout comme dans des pays plus fragiles tels que Saint Domingue ou l'Argentine, forcent l'attention. C'est là toute la problématique de la dette et de la démocratie. Certains pays ont en effet plongé dans le gouffre de la dette alors qu'ils étaient acceptés comme démocratiques sur l'échelle des valeurs du continent: Venezuela, Mexique. D'autres ont succombé aux mêmes sirènes, alors qu'ils étaient sous contrôle autoritaire, de droite ou de gauche: Brésil, Argentine, Pérou. C'est d'ailleurs dans ces derniers cas la situation économique qui a été l'un des aiguillons du retour ou de l'avènement formel de la démocratie. Il serait donc bien difficile d'établir un lien de cause à effet entre dette et démocratie, mais l'accumulation des problèmes économiques sur des structures déjà très déficientes pose des questions de simple survie à des régimes qui se cherchent.

Il convient de rappeler ici que la démocratie elle-même, dans ses premiers balbutiements comme dans sa phase de consolidation, admet que l'on se rebelle en son nom. Le désormais fameux passage de la Déclaration d'Indépendance américaine de 1776 en fait même un devoir, si le gouvernement se fait abusif et peu respectueux des droits acquis. D'ailleurs même si les rebelles devenus libérateurs qui ont façonné le sud de l'hémisphère n'étaient pas des démocrates, leur message affirmait néanmoins le droit à l'auto-détermination. C'est également le sens de la Révolution mexicaine, des soulèvements de Zapata et Villa.

C'est dans le même ordre d'idées que l'on doit se poser la question de la réalité socio-culturelle, tout en prenant soin de ne pas en faire un prétexte pour réduire la démocratie à sa pratique occidentale. Mais l'héritage hispanique, le métissage, la tradition autochtone, appellent des qualifications et des perspectives qui ne peuvent être assimilées sans autre aux pratiques anglo-saxonnes du Nord de l'hémisphère ou à nos propres

racines. Il ne peut être facile d'oublier, dans le cas de l'Amérique andine notamment, ce mariage brutal entre "la civilisation du sacrifice (inca) et la civilisation du massacre (espagnol)", comme l'a nommé le psychologue péruvien Max Hernandez.

Enfin et surtout il faut garder présent à l'esprit que, plus qu'ailleurs encore, le pouvoir politique est doublé par des pouvoirs occultes et incontrôlables qui tournent en dérision les acquis et les façades de la démocratie. L'emprise considérable des "narcos", que ce soit en Colombie, en Bolivie ou au Pérou, mettent en péril les plus aguerris des systèmes. Les militaires nostalgiques, eux, attendent les faux-pas des régimes légitimes ou s'emploient à les miner: Guatemala, Salvador et peut-être Argentine ont encore beaucoup à exorciser. Les oligarchies, reconverties ou non, veillent au grain devant les avances de la démocratie: Honduras, Paraguay, Brésil pour n'en rappeler que quelques-unes. Enfin, on ne peut oublier le rôle feutré des multinationales qui assurent leurs marchés et celui de la fuite des capitaux qui érode les bases matérielles nécessaires à la démocratie.

Voilà de quoi donner à réfléchir pour des pays qui s'engagent sur cette voie difficile et pour ceux qui veulent aider à rendre le parcours viable. Tom Farer, ancien Président de la Commission interaméricaine des droits de l'homme l'a bien résumé (in The Grand Strategy of the United States in Latin America):

D'abord, nous ne réformerons pas des systèmes sociaux brutaux en garantissant leur survie; deuxièmement une transition réussie vers des institutions représentatives dans des pays où de telles institutions sont désirées, mais n'ont pas de tradition, nécessite l'attention soutenue et l'aide matérielle des Etats-Unis.

Il paraît pertinent de rappeler ici la participation de la Suisse à certains des développements politiques du continent: sentences arbitrales dans des conflits frontaliers (récemment encore entre

Argentine et Chili), représentations d'intérêts (Cuba, Argentine), bons offices (Salvador), voire même l'émulation suscitée par nos institutions (Uruguay). Notre apport permet de mieux cerner la définition des moyens dont dispose la Suisse et qu'elle pourrait mettre en oeuvre pour s'associer aux processus en cours, afin de contribuer à leur consolidation.

p.B.75.63(1) - VY/SUD

Berne, le 17 août 1989

Conférence régionale des Ambassadeurs,
à Mexico, 6 - 9 octobre 1989

L'Amérique latine et la problématique
des droits de l'homme

1. Vu les liens étroits unissant l'Europe à l'Amérique latine, notre continent est non seulement un observateur attentif de la situation régnant dans cette partie du monde mais entend y voir le reflet de son image en y appliquant ses propres standards, notamment dans le domaine des droits de l'homme, y compris celui des droits politiques. C'est sous la pression de l'Europe et des Etats-Unis d'Amérique sous l'administration Carter que la communauté internationale, dans les années 70, s'est concentrée en priorité sur la situation des droits de l'homme en Amérique latine; ainsi des pays comme le Chili, le Guatemala, El Salvador, l'Uruguay, Haïti et Cuba ont-ils fait l'objet d'un examen ou ont été condamnés par la Commission des droits de l'homme de l'ONU pour avoir violé les droits fondamentaux.

Face à ces pressions de l'extérieur, les gouvernements latinoaméricains jouent le jeu de la solidarité régionale, quel que soit leur régime politique, économique ou social, en tentant par tous les moyens de bloquer ou tout au moins d'affaiblir toute résolution de la Commission dirigée contre l'un d'entre eux. Par ailleurs, ils sont passés à l'offensive en compagnie d'autres gouvernements d'Etats du tiers monde dans le domaine des droits économiques ou sociaux, notamment sur la question du "droit au développement" et, cette année, en faisant retenir par la Commission l'étude d'un point relatif à la question de la dette extérieure en tant qu'obstacle à la réalisation des droits de l'homme.

2. La situation des droits de l'homme en Amérique latine n'est bien entendu pas une préoccupation qui se manifeste seulement à l'extérieur du continent. Ainsi, sur le plan régional, dans le cadre de l'Organisation des Etats américains, ont aussi été adoptés des instruments internationaux sur les droits de l'homme ¹⁾ qui reflètent la même conception libérale et individualiste que les textes correspondants des Nations Unies. Sur le plan interne, la "théologie de la libération" dénote que l'Eglise prend conscience, à la fin des années 60, de la problématique des droits de l'homme, sur le plan des droits civils et politiques, en dénonçant le "cycle de la violence" (oppression - réaction - répression), et, sur le plan des droits économiques et sociaux, en s'engageant en faveur des déshérités par l'exigence d'une plus grande justice sociale. Cette prise de conscience philosophico-politique s'est accompagnée, sur le terrain, d'un engagement marqué des Eglises mais aussi d'ONG laïques en faveur de personnes dont les droits sont violés et des plus démunis. Tout aussi significatif est le fait que, dans ces dix dernières années, les simples citoyens ont pris conscience de leur force collective en osant revendiquer sur la place publique leurs droits (ainsi les Mères de la Place de Mai en Argentine et les grévistes du Chili).
3. En dépit du processus de démocratisation qui, depuis la fin des années 70, gagne petit à petit du terrain au détriment des dictatures, la situation actuelle de l'Amérique du Sud se caractérise de manière générale - avec des nuances considérables selon les pays - par l'immobilisme socio-politique; celui-ci dénote une incapacité à changer les conditions de

1) cf. la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme et la Convention américaine relative aux droits de l'homme, ainsi que les organes de protection de ces droits, la Commission et la Cour interaméricaines des droits de l'homme.

base de la société, telles que les inégalités sociales criantes, la répartition très inégale des richesses, la monopolisation du pouvoir par les oligarchies et le maintien en place de structures de domination interne, facteurs qui constituent en eux-mêmes des obstacles à l'épanouissement de l'individu par la réalisation de ces droits et aspirations légitimes. C'est dans ce contexte politico-social ²⁾, tout empreint d'un climat de violence traditionnelle, qu'on peut expliquer les mouvements de guérilla, la subversion, le terrorisme et les très nombreuses violations graves des droits civils et politiques. Ces violations sont imputables tant aux gouvernements en place, soit directement soit indirectement (cf. les pouvoirs parallèles, tels les groupements para-militaires, les escadrons de la mort, la mafia de la drogue, les sicaires à la solde des grands propriétaires terriens, etc.), qu'aux mouvements de guérilla.

Il va sans dire que des séquelles de l'affrontement idéologique Est-Ouest - réelles ou perçues comme tel - ne sont pas étrangères à cette situation.

4. Notre politique étrangère "entend contribuer à instaurer un ordre mondial où règnent davantage de justice, de liberté et de sécurité et dans lequel chacun puisse vivre dans des conditions décentes" (cf. Rapport sur la politique de paix et de sécurité du 29.6.1988, p. 646, ch. 21). Quels sont les moyens de notre politique extérieure pour améliorer la situation en Amérique latine sur le plan des droits de l'homme ? Tout d'abord, il importe de rappeler que notre coopération au développement et notre aide humanitaire représentent un aspect important de notre politique en matière des droits

2) Ce contexte est différent à Cuba et au Nicaragua, où sévissent d'autres formes de répression et de discriminations, qui sont également sources de violations des droits civils et politiques.

de l'homme; au travers du progrès économique, social et culturel des peuples, elles visent en effet non seulement à satisfaire des besoins fondamentaux mais tendent également à créer progressivement les conditions dans lesquelles toute personne pourrait bénéficier de la jouissance effective de tous les droits de l'homme, qu'ils soient économiques et sociaux ou civils et politiques (cf. dans le même sens Rapport précité p. 648, ch. 221). A cet égard, notre Département doit en particulier examiner, dans le cadre de notre coopération au développement et de notre aide humanitaire envers les pays (potentiellement) bénéficiaires qui bafouent les droits de l'homme en Amérique latine, les possibilités d'établir une meilleure cohérence entre cette politique et notre action en faveur des droits de l'homme.

Sur le plan bilatéral de notre politique en faveur des droits de l'homme, nos Ambassades ont pour instructions (cf. circulaires des 10.5.1983 et 1984 des Secrétaires d'Etat R. Probst et E. Brunner) d'établir des rapports généraux sur la situation des droits de l'homme ou sur des cas particuliers de violations de ces droits dans leur pays de résidence. Pour ce faire, il est très important que nos représentations, sans nécessairement attendre une demande de Berne, se procurent des informations venues de sources les plus diverses, grâce à un réseau étendu d'interlocuteurs dans les milieux appropriés; ainsi, outre le MAE, le Ministère de l'intérieur, le Ministère de la défense, des parlementaires, des juges, des membres de l'opposition ou des représentants d'autres ambassades, il est utile de se renseigner auprès des Eglises, des syndicats, de la presse ou des milieux intellectuels, ou encore auprès du CICR, des ONG indigènes ou des délégations d'ONG étrangères venues s'informer sur place de la situation. En outre, il est loisible à nos missions de faire à la Centrale (DP et DDIP, Service des droits de l'homme) des propositions visant à améliorer la situation générale des droits de l'homme dans le pays ou le sort de personnes dont les droits ont été violés : par exemple, par des interventions bilatérales (en ce

qui concerne l'opportunité, la forme, le niveau, le cadre, etc.); par des contributions financières de la Suisse ³⁾ à des séminaires sur les droits de l'homme ou à des cours de formation pour des responsables de l'élaboration, de l'application et du contrôle des lois (juristes, forces de police, gardiens de prison, juges, etc.); en créant l'atmosphère propice et en ayant les contacts nécessaires avec de hauts responsables sur place en vue de permettre au CICR de visiter les prisons du pays; en recevant et en interviewant à l'Ambassade des personnes désireuses de demander asile en Suisse ou, sur demande de la Centrale, en vérifiant que l'arrivée sur place d'un requérant d'asile renvoyé de Suisse ou d'un réfugié rentrant au pays se déroule sans problème.

3) Sur la base du crédit "Actions volontaires en faveur des droits de l'homme et du droit international" de la DDIP.

Le Secrétariat
du Chef du Département fédéral
des Affaires étrangères

p.B.75.63(1) - CD/LM

Berne, le 13 septembre 1989

Conférence régionale des Ambassadeurs
Mexico, 6 - 9 octobre 1989

LES GUERILLAS D'AMERIQUE LATINE

Rien de plus typique que l'image du "guerrillero" lorsque l'on parle de clichés en Amérique latine. La silhouette chapeauté de Pancho Villa, le béret et la barbe du "Che" sont devenus de véritables mythes qui recouvrent autant de réalités qu'ils cachent simultanément de faux concepts. Certes l'Amérique latine est associée à la violence dès l'arrivée des Conquistadores dans le Nouveau Monde et les guerres d'indépendance ont consacré cette apparente "vocation historique". Mais, paradoxalement, les soubresauts qui ont agité et continuent de caractériser le continent n'ont que rarement révolutionné les systèmes en place. En fait seuls deux mouvements de guérilla ont réussi à opérer directement un transfert de pouvoir en plus de cent cinquante ans d'indépendance: Cuba en 1959 et le Nicaragua vingt ans plus tard. Certes d'autres "révolutions sociales" ont abouti, mais elles ont été le résultat de mouvements de masse, accompagné de violence peut-être, comme au Mexique (1910), en Bolivie (1952) et au Chili (1970).

L'apparition déjà ancienne du phénomène de la violence révolutionnaire en Amérique latine et sa permanence jusqu'à nos jours est bien évidemment liée à la problématique socio-politique et économique. Celle-ci reste marquée par la perpétuation de situations d'injustice, la déficience des mécanismes d'opposition institutionnalisés et une mobilité sociale insuffisante. D'autre part, le culte d'un certain "machismo" politique, qui met en évidence la conquête du pouvoir, donne une aura particulière à ceux qui privilégient la force des armes par rapport à la persuasion politique. La guérilla n'est donc qu'une parmi les expres-

- 2 -

sions de la violence, la plus romantique et la plus généreuse.

Toutefois les données du problème subissent un profond bouleversement en janvier 1959 avec la chute de Batista à Cuba. Le succès relativement facile des révolutionnaires cubains et la tentative subséquente et infructueuse de propager leur message marquent en effet un tournant pour les mouvements participant de la même logique, en même temps qu'un dilemme existentiel. Tournant, car c'est la première fois qu'un mouvement de guérilla prend effectivement le pouvoir, et cela avec des moyens réduits et en un temps record. De plus, après avoir consolidé son assise Fidel Castro radicalise son discours et son action, pour s'embarquer finalement sur une voie idéologique nouvelle pour le continent, remettant en cause à la fois les structures de domination existantes et les relations au sein de l'hémisphère, principalement avec les Etats-Unis. Tournant enfin, par la composante "exportatrice" de la révolution cubaine qui sera gérée jusqu'à sa mort par Che Guevara.

Mais le coup de semonce des "barbudos" (dramatisé encore par la chaude alerte Est-Ouest des fusées de 1962), va rapidement aussi mettre en évidence le dilemme de la guérilla. Non seulement faut-il se reconvertir des maquis aux allées du pouvoir, mais encore faut-il assumer le rôle de "modèle" pour le reste du continent. Or si les situations d'injustice et de déséquilibre sont bien généralisées dans toute l'Amérique latine, les "conditions objectives" nationales (ethniques, politiques, géographiques, économiques) varient substantiellement. D'autre part le fondement même de toute guérilla est son caractère autochtone, "sui generis", peu propice aux influences extérieures (on le verra dans le fatal isolement du "Che"). Enfin, le virage marxiste de La Havane ne fait pas seulement peur à Washington, il est tout aussi difficilement recevable dans des sociétés où les traditions politiques s'y prêtent mal. Ceci explique dans une large mesure la dichotomie entre l'enthousiasme des élites intellectuelles pour le message cubain et l'indifférence des masses concernées.

- 3 -

Aussi les trente dernières années ont vu naître, triompher une fois, perdurer parfois, mais surtout s'effondrer un nombre impressionnant de mouvements révolutionnaires, inspirés ou encouragés par l'exemple de Cuba. La plupart se soulevaient contre des régimes iniques ou dictatoriaux (Guatemala, Nicaragua, Brésil), certains contre l'impéritie de gouvernements faibles (Pérou, Colombie), quelques-uns enfin contre des systèmes réputés démocratiques (Argentine, Uruguay, Vénézuéla). Les conséquences de ces soulèvements ont été aussi diverses que les figures prématurément légendaires de leurs "condottieri" qui tombent les armes à la main sans que rien n'ait apparemment changé.

Toutefois, si les révoltes tournent court elles laissent des traces profondes et parfois inattendues. A tel point que leur insuccès même, en exacerbant les frustrations dont elles se voulaient rédemptrices, propose de nouveaux éléments de réponse aux problèmes de société. Ainsi on peut affirmer que la théologie de la libération doit beaucoup au sacrifice de la vie du prêtre-combattant colombien Camilo Torres. Parallèlement les militaires péruviens qui éliminent physiquement les "focos" castristes de Luis de la Puente et Guillermo Lobaton, seront tellement marqués par le désespoir des campagnes andines qu'ils en concevront leur propre révolution nationaliste.

Moins surprenant seront les héritages néfastes de mouvements qui cherchaient délibérément à porter à leur paroxysme les régimes à composantes démocratiques. Le rôle catalytique des Tupamaros en Uruguay et des Montoneros en Argentine dans l'avènement de deux sanglantes dictatures militaires n'est plus à démontrer. C'est là aussi le but avoué des "intégristes" marxistes du Sentier lumineux au Pérou.

Voilà bien le coeur du problème: la guérilla se nourrit du terrain de l'injustice engendrée, consacrée ou tolérée par le pouvoir. Or, en cherchant à s'emparer de ce pouvoir au nom de la justice et de la morale elle est amenée à faire un choix que ses méthodes mêmes rendent difficile. C'est, à l'image de la

réflexion de Rousseau, l'alternative entre la recherche d'un système nouveau ou l'homme trouvera la place qui lui revient et la création d'un homme nouveau qui rendrait caduc la recherche d'un système. Ce pari du révolutionnaire, déchiré entre l'optimisme de la volonté et le pessimisme de l'intelligence, se reflète bien dans les avatars de la révolution sandiniste au Nicaragua.

En définitive la question reste posée: si la guérilla et les méthodes qu'elle préconise sont une fin en soi, alors tous les excès (terrorisme) et toutes les alliances (narcos) lui sont bonnes; si elle est un moyen pour dépasser la sclérose de systèmes incapables de réformes, alors elle ne peut que tendre vers la démocratie. Peut-être même alors pourrait-on postuler que la plus grande réussite de la guérilla est fonction de ses échecs, dans la mesure où cela permet de dépasser le cycle de la violence dont elle est tributaire.

SECRETARIAT POLITIQUE

p.B.58.71. Amérique centrale - BRA/HMR
 p.B.58.71. Amérique latine
 p.B.58.71.1.5. Mouvements de libération

Berne, le 15 septembre 1989

MOUVEMENTS DE LIBERATION EN AMERIQUE CENTRALE ET AMERIQUE LATINE

<u>Groupe</u>	<u>fondé en</u>	<u>Tendance</u>	<u>Techniques et Cibles</u>
<u>C H I L I</u>			
Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR)	1965	Idéologie de gauche	- Enlèvements, assassinats politiques et attentats sporadiques contre la police et les postes militaires.
Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR)		Idéologie de gauche	- Attentats à la bombe contre les intérêts gouvernementaux; - assassinats de policiers et de militaires.
<u>C O L O M B I E</u>			
Force armée révolutionnaire de Colombie (FARC)	1963	Idéologie de gauche	- Cible: les installations et le personnel militaires colombiens.
Armée de libération nationale (ELN)	1967	Idéologie de gauche	- Cible: les intérêts et le personnel américains en Colombie; - enlèvements politiques; - sabotage; - guérilla urbaine et rurale.

Mouvement du 19 avril (M-19)	1973	Idéologie de gauche	<ul style="list-style-type: none"> - A attaqué le palais de la justice de Bogota en 1985, tuant 100 personnes; - attentats contre les multinationales et les intérêts du gouvernement colombien en Colombie.
Armée populaire de la liberté (EPL)	1968	Idéologie de gauche	<ul style="list-style-type: none"> - Etait, en 1983, considérée comme le troisième groupe de la guérilla en importance en Colombie; - a respecté un cessez-le-feu d'un an en 1984 - 1985; - a indiqué, en 1987, son intention de participer à des pourparlers de paix avec le gouvernement.
Muerto a secuestradores (MAS)	1981	Idéologie de gauche	<ul style="list-style-type: none"> - Assassinats de politiciens et syndicalistes de droite.
Escadrons de la mort		Idéologie de droite	<ul style="list-style-type: none"> - Responsables de l'assassinat de présumés activistes de gauche et sympathisants de la gauche.
Mort aux ravisseurs (MAS)	1982	Idéologie de droite	<ul style="list-style-type: none"> - S'en prend aux groupes de la guérilla qui procèdent à des enlèvements pour financer leurs opérations; - fusillades, décapitations.

C U B A

OMEGA 7	Milieu des années 70	Groupe anticastriste en exil basé aux Etats-Unis	<ul style="list-style-type: none"> - Attentats contre les intérêts et les représentants diplomatique cubains aux Etats-Unis.
Coordination des organisations révolutionnaires (CORU)	1976	Groupe de coordination anticastriste en exil basé aux Etats-Unis	<ul style="list-style-type: none"> - Attentats contre les intérêts et les représentants diplomatiques cubains aux Etats-Unis.

C O S T A R I C A

Parti révolutionnaire des travailleurs centraméricains (PRTC)

1979

Opposition au régime

- Enlèvements de gens d'affaires internationaux en vue de décourager l'investissement étranger au Costa Rica.

E Q U A T E U R

Alvaro Vive, Carajo!
(AVC)

1983

Idéologie de gauche

- A occupé les locaux de médias et du gouvernement;
- a été fondé par le M-19 colombien;
- compte de 250 à 300 militants;
- mène des actions communes avec le M 19.

Montoneros patria libre
(Mouvement de libération de la patrie - MLP)

années 80

- Mai 1986 - a enlevé Enrique Echeverria, membre du tribunal des garanties constitutionnelles.

E L S A L V A D O R

Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) - alliance entre:
- les Forces populaires de libération Farabundo Marti (FPLFM)
- les Forces armées de résistance nationale (FARN)
- l'Armée révolutionnaire des peuples (ERP)

1980

Idéologie de gauche

- Attaques contre les postes militaires salvadoriens;
- attentats à la bombe contre le gouvernement et les institutions américaines;
- attentats contre le personnel militaire américain;
- assassinats en pleine rue;
- compte de 6'000 à 8'000 combattants;
- sabotage de cibles économiques et de l'infrastructure.

Armée révolutionnaire des peuples (ERP)

1972

Idéologie de gauche

- Branche armée des Ligues populaires du 28 février (LP-28);
- enlèvements et attentats à la bombe visant les unités de l'armée;
- a revendiqué la responsabilité de l'attentat de septembre 1980 contre l'Ambassade des Etats-Unis;
- depuis 1980, a mené des opérations dans le cadre du FMLN.

Forces armées de résistance nationale (FARN)	1975	Idéologie de gauche	<ul style="list-style-type: none"> - Issues de l'ERP; - branche armée du Front d'action populaire unifié; - a enlevé des gens d'affaires étrangers en échange de rançons, de la libération de présumés prisonniers et de la publication de ses déclarations; - depuis 1980, a mené des opérations dans le cadre du FMLN.
Forces populaires de libération nationale Farabundo Marti (FPLNFM)	1970	Idéologie de gauche	<ul style="list-style-type: none"> - Branche armée du Bloc révolutionnaire populaire; - a enlevé et assassiné des membres du gouvernement; - a commis plusieurs attentats à la bombe pour protester contre les élections générales de 1978; - depuis 1980, a mené des opérations dans le cadre du FMLN.
Front politique anticommuniste (FPA)	1979	Idéologie de droite	<ul style="list-style-type: none"> - Attentats contre des présumés dirigeants de la gauche.
Bloc antiguérilla de l'EST (BAGO)	1980	Idéologie de droite	<ul style="list-style-type: none"> - Assassinats et attentats à la bombe contre les éléments de gauche; - assassinat, surtout, de 14 présumés membres de la guérilla de gauche en septembre 1980.
Alliance anticommuniste Maximiliano Hernandez Martinez	1979 - 1980	Idéologie de droite	<ul style="list-style-type: none"> - A assassiné l'archevêque Oscar Romero en mars 1980; - a assassiné six membres du Front démocratique révolutionnaire en novembre 1980; - a menacé d'assassiner 14 étudiants de gauche de niveau universitaire en juin 1987.

Nouveaux escadrons de la mort (EMN)	1980	Idéologie de droite	<ul style="list-style-type: none"> - Peloton d'exécution anticommuniste; - attentats à la bombe et assassinats de sympathisants de la gauche et de guérilleros; - soutient compter 3'000 membres.
Organisation de libération anticommuniste	1980	Idéologie de droite	<ul style="list-style-type: none"> - Janvier 1980: a assassiné quatre membres du Bloc révolutionnaire populaire (BPR); - février 1980: attentat à la bombe contre l'émetteur d'un poste de radio appartenant à l'archevêque d'El Salvador; - continue de s'en prendre aux éléments de gauche.
Union des combattants blancs (UCB)	Fin des années 70	Idéologie de droite	<ul style="list-style-type: none"> - Attentats contre de présumés militants de gauche, surtout contre des Jésuites prétendument actifs au sein d'organisations subversives paysannes.

G U A D E L O U P E

Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG)	1982	Séparatiste	<ul style="list-style-type: none"> - Attentats à la bombe contre les institutions et les intérêts français en Guadeloupe.
Mouvement guadeloupéen populaire indépendantiste (MGPI)	1983	Séparatiste	<ul style="list-style-type: none"> - Attentats à la bombe contre les institutions et les intérêts français en Guadeloupe.

G U A T E M A L A

Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), composée: <ul style="list-style-type: none"> - de la Guérilla armée des pauvres (EGP) - des Forces armées rebelles (FAR) - de l'Organisation révolutionnaire du peuple en armée (ORPA) - du Parti guatémaltèque des travailleurs (PTG) 	1982	Alliance de groupes de guérilla de gauche	<ul style="list-style-type: none"> - Enlèvements et assassinats de personnalités militaires et politiques; - sabotage économique; - enlèvements de diplomates étrangers en vue d'obtenir la libération de guérilleros incarcérés dans les prisons guatémaltèques.
--	------	---	--

Forces d'action armée	1979	Idéologie de droite	- Escadrons de la mort responsables de l'assassinat d'Alberto Mohr, le chef du Parti socialiste démocratique, en janvier 1979.
Escadrons de la mort (EM)		Idéologie de droite	- Assassinat de présumés activistes de gauche ou de présumés sympathisants de la gauche, plus particulièrement des dirigeants d'organisations ouvrières et paysannes; en 1980 seulement, ils ont assassiné plusieurs centaines de personnes chaque mois.
Armée secrète anticommuniste (ESA)	1976	Idéologie de droite	- Assassinat de nombreux politiciens, personnalités, syndicalistes et étudiantes dont le nom apparaît sur leurs "listes noires" - a également comme cible des Jésuites.
La main blanche (Mano blanca)	1970	Idéologie de droite	- Attentats contre de présumés activistes de gauche et sympathisants de la gauche.

H O N D U R A S

Mouvement populaire de libération Chinchonero (MPL)	1981	Idéologie de gauche	- Détournements, enlèvements et attaques armées contre les institutions honduriennes; - a occupé le bureau de Radio Amérique (1982).
Forces révolutionnaires populaires Lorenzo Zelaya (FRP)	Années 70	Idéologie de gauche	- Septembre 1981: a blessé deux conseillers militaires américains à Tegucigalpa; - septembre 1982: a commis un certain nombre d'attentats à la bombe et a temporairement occupé des édifices gouvernementaux dans la capitale.
Front Morazanista de libération du Honduras	1979	Idéologie de gauche	

N I C A R A G U A

Union nicaraguayenne d'opposition (UNO), formée: - de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN) - de Misura - de la Kisan	1985	Organisation de coordination antisandiniste	- Guérilleros en lutte contre les forces gouvernementales; - compterait 20'000 combattants.
Bloc d'opposition du Sud (BOS)	1985	Antisandiniste	- Basé au Costa Rica; - guérilleros en lutte contre les forces gouvernementales nicaraguayennes.
Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE)h, formée: - du Front révolutionnaire sandiniste (FRS) - du Mouvement démocratique nicaraguayen (MDN) - du Misurasata - de l'Union démocratique nicaraguayenne et de son aile armée, les Forces révolutionnaires armées nicaraguayennes	1982	Antisandiniste	- Opère à partir de bases situés au Costa Rica; - septembre 1983: a lancé une roquette air-sol sur l'aéroport de Managua; - février 1984: a miné le port d'El Bluff sur l'Atlantique; - avril 1985: a temporairement occupé la ville de San Juan del Sur; - elle serait forte de 3'000 combattants; - offensives communes avec la Force démocratique nicaraguayenne (FDN), mais a résisté aux pressions des Etats-Unis qui souhaitent la voir rallier la FDN.
Armée de libération nationale (ELN)	1979	Antisandiniste	- Guérilleros en lutte contre les forces gouvernementales nicaraguayennes.
Force démocratique nicaraguayenne (FDN)	1981	Antisandiniste	- A opéré à partir de bases situées au Honduras et à Miami; - octobre 1983: a incendié les installations pétrolières à Counto; - mars 1984: a miné le port de Counto.
Union démocratique nicaraguayenne/ Forces révolutionnaires armées nicaraguayennes (UDN/FARN)	1980	Antisandiniste	- Guérilleros en lutte contre les forces et les intérêts du gouvernement sandiniste; - 1982: a joint les rangs de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE).

Union des communautés indigènes nicaraguayennes (KISAN)	1985	Séparatiste	<ul style="list-style-type: none"> - Fondée pour unir les mouvements Misura (fondé 1982) et Misurasta (fondé 1980); - guérilleros en lutte contre les forces et les intérêts du gouvernement nicaraguayen; - septembre 1985: a joint les rangs de l'Union nicaraguayenne d'opposition.
--	------	-------------	---

P E R O U

Sendero luminoso (Sentier lumineux)	1969	Idéologie de gauche	<ul style="list-style-type: none"> - Attentats à l'arme automatique et à la bombe et assassinats visant le gouvernement et des civils; - serait fort de 3'000 militants.
Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA)	1984	Idéologie de gauche	<ul style="list-style-type: none"> - Attentats à la bombe contre les partis politiques lors des élections présidentielles de 1985; - attentats à la bombe contre les multinationales au Pérou (IBM et Goodyear); - attentats à la bombe contre les institutions gouvernementales; - serait fort de 2'000 partisans.

P U E R T O R I C O

Fuerzas armadas de liberación nacional (FALN)	1974	Séparatiste	<ul style="list-style-type: none"> - Attentats à la bombe contre les intérêts américains aux Etats-Unis et à Puerto Rico même.
Ejército popular de borricua (EPB - Armée populaire borricua)	1978	Séparatiste	<ul style="list-style-type: none"> - Attentats contre le personnel et les installations militaires américains et les bureaux fédéraux américains à Puerto Rico.
Organisation des volontaires pour la révolution portoricaine (OVRP)		Séparatiste	<ul style="list-style-type: none"> - Attentats à la bombe contre les installations de la garde côtière américaine à Puerto Rico.

Fuerzas armadas de resistencia
popular

Séparatiste

- Attentats contre les militaires américains et la police à Puerto Rico.

V E N E Z U E L A

Drapeau rouge (Bandera roja)

Début des
années 70

Idéologie de gauche

- Affrontements avec l'armée et la police pendant les années 70 et au début des années 80;
- juin 1984: les autorités ont arrêté 24 membres du groupe dont son chef;
- septembre 1984: a revendiqué la responsabilité des attentats à la bombe contre Radio Apolo (à turmero) et contre le siège d'un journal de Caracas;
- février 1987: quatre membres présumés du mouvement sont arrêtés à Caracas.